

*Questions orales***L'ENVIRONNEMENT**

**L'hon. Charles Caccia (Davenport):** Monsieur le Président, ma question concerne l'environnement. Lors de la Conférence sur l'atmosphère en évolution, à Toronto il y a deux ans, 300 scientifiques réclamaient une réduction de 20 p. 100 des émissions de dioxyde de carbone d'ici l'année 2005.

Hier, le Comité de l'environnement recommandait la même chose. La deuxième conférence mondiale sur le climat doit se tenir à Genève dans quelques semaines, mais selon le ministre lui-même, le gouvernement n'a pas de position sur les réductions des émissions de CO<sub>2</sub>, pas d'objectifs, pas de calendrier et pas de pourcentages.

Le ministre pourrait-il annoncer aux Canadiens et aux nations participant à la conférence de Genève ce qu'est la position du gouvernement en matière de réduction de la pollution par le dioxyde de carbone?

**L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, le rapport du Comité de l'environnement a été déposé hier, après la période des questions. J'en ai reçu copie. Je peux vous dire que je l'étudie attentivement, tout comme mon collègue, le ministre de l'Énergie. Notre position est celle que nous maintenons depuis Bergen. Nous allons étudier le rapport et nous espérons avoir quelques idées, nous espérons qu'on y suggérera des solutions.

**L'hon. Charles Caccia (Davenport):** Monsieur le Président, le public voudrait bien connaître la position du gouvernement du Canada et avoir la certitude qu'il ne se contente pas de faire de beaux discours, mais qu'il agit également.

Vu que trois gouvernements, dont ceux de deux pays industrialisés, l'Allemagne et le Danemark, ont déjà annoncé qu'ils s'engageaient à réduire la pollution par le CO<sub>2</sub> de 20 p. 100 d'ici l'an 2005, le gouvernement du Canada annoncera-t-il qu'il leur emboîte le pas?

**L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, nous avons déjà fait cette promesse devant des auditoires internationaux. Le gouvernement ne prend pas à la légère les émissions de CO<sub>2</sub>. Cependant, avant de prendre des engagements qui pourraient se révéler n'être que des vœux pieux, nous voulons faire savoir avec précision aux Canadiens ce qu'en seront les conséquences.

**L'ÉNERGIE**

**M. Ross Harvey (Edmonton-Est):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au vice-premier ministre. On mentionne depuis quelque temps la possibilité de rationner l'essence. Il est toutefois plus probable qu'on établira un programme volontaire, mais important, d'économie d'énergie. Ardents défenseurs de l'environnement, les députés néo-démocrates appuient ce genre de mesures et encouragent toutes les initiatives prises en ce sens.

Je voudrais cependant demander au vice-premier ministre si le gouvernement entend invoquer l'article 904 de l'Accord de libre-échange pour appliquer aux exportations de pétrole et de gaz canadiens vers les États-Unis une réduction proportionnelle à la baisse que connaîtra la consommation de ces produits énergétiques au Canada, grâce à ces mesures d'économie d'énergie volontaires?

**M. John A. MacDougall (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, c'est une question assez intéressante de la part d'un député de l'Ouest canadien qui devrait appuyer l'industrie énergétique et les mesures qu'elle prend.

Tout le monde sait que le NPD lutte depuis longtemps contre le libre-échange. Mais il a perdu la bataille. Voici ce que nous allons faire: nous allons surveiller la situation et collaborer avec nos homologues provinciaux afin de maintenir la stabilité de l'approvisionnement en énergie au Canada. C'est l'engagement qu'ont pris le ministre et ses homologues provinciaux.

• (1500)

**M. Ross Harvey (Edmonton-Est):** Monsieur le Président, j'espère que le gouvernement sait ce qu'il fait.

Si nous ne réduisons pas le pourcentage de la production canadienne exportée aux États-Unis proportionnellement à la baisse de notre consommation, les dispositions de l'Accord de libre-échange feront en sorte que les États-Unis pourront compter à l'avenir sur un plus grand approvisionnement en ressources énergétiques que nous.

Le gouvernement a-t-il vraiment l'intention de réduire la consommation canadienne de pétrole et de gaz canadiens sans rien changer au volume de pétrole et de gaz canadiens que peuvent consommer les Américains?

**M. John A. MacDougall (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, la réponse est non.